

Cacouna, le 4 mai 2006

**Madame Monique Gélinas**

Coordonnatrice du secrétariat de la Commission

**Monsieur Jean-Sébastien Filion**

Conseiller en communication

**Objet :** *Demande de récusation de Monsieur Jean-Thomas Bernard comme commissaire aux audiences publiques sur l'environnement pour le projet d'implantation d'un port méthanier à Gros-Cacouna*

Madame,  
Monsieur,

Considérant les déclarations faites par Monsieur Jean-Thomas Bernard dans plusieurs média nationaux faisant l'éloge de la filière gazière en Amérique du Nord (voir annexe), il nous apparaît irrecevable que Monsieur Bernard siège à titre de commissaire aux audiences publiques sur le projet de terminal méthanier à Gros-Cacouna.

En regard de ses positions avouées, il est vraisemblable que Monsieur Bernard puisse être en conflit d'intérêts dans ce dossier et que l'on puisse s'interroger sur sa capacité à évaluer de façon impartiale toutes les facettes d'une telle étude.

Sa participation au débat peut éventuellement engendrer un climat d'animosité lors des audiences. Sa présence pouvant être perçue par plusieurs comme une provocation et un non-respect de la population cacounoise.

Cet état de fait peut certainement entacher la validité, voire remettre en question la légitimité de cet exercice se voulant fondé sur le respect des règles de la démocratie.

Pour toutes ces raisons, nous vous prions de reconsidérer la nomination de Monsieur Jean-Thomas Bernard comme commissaire à ces audiences et nous vous demandons sa récusation.

**Claude Gaumont**  
Président,  
VISION CACOUNA

Par ailleurs, voir la Presse du 24 nov. 2004

Ces projets n'ont pas tous le même potentiel de rentabilité, souligne pour sa part Jean-Thomas Bernard. Certains d'entre eux, comme le développement de la rivière Romaine, sur la Côte-Nord, produiraient même de l'électricité à un coût plus élevé que le gaz naturel.

Or, pour vendre de l'électricité aux États-Unis, il faut qu'elle soit moins chère que celle qu'ils peuvent produire eux-mêmes avec du gaz naturel ou du charbon.

"Le gaz, c'est la compétition qu'on a à battre. Et Hydro-Québec n'a pas de projet hydro-électrique important aussi économiques que le gaz", estime le spécialiste.

Si le prix du gaz naturel devait augmenter énormément, les choses pourraient être différentes, précise le professeur. Mais dans un avenir prévisible, le prix du gaz naturel risque de baisser à mesure que le gaz naturel importé par méthanier accroîtra sa part du marché nord-américain.

Dans la revue Commerce en fév. 2006...

"La question n'est pas de savoir s'il y aura des ports méthaniers au Québec, mais bien si on en a besoin de deux", observe Jean-Thomas Bernard, spécialiste des questions énergétiques à l'Université Laval. Les besoins du Québec en gaz naturel ne représentent pour le moment que 14 % du bilan énergétique de la province, après le mazout (43 %) et l'hydroélectricité (42 %). Plus précisément, le Québec a besoin de 500 à 600 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour pour répondre à la demande. Un seul chargement de méthanier servirait justement à combler ce besoin. "Alors, à quoi serviraient deux ports méthaniers au Québec?"

Dans Le Soleil, 24 janvier 2005... et là on voit que même les profs d'université ne sont pas très bons prophètes...

Le Québec, terre des grands barrages, est à l'heure des choix. Alors que les filières gazière et éolienne tendent à vouloir faire leur nid, les coûts des projets hydroélectriques sont en nette progression.

"On a atteint une étape où on est en train de passer à une autre phase de développement de l'électricité au Québec, autre que l'hydroélectricité", soutient Jean-Thomas Bernard, professeur titulaire de la Chaire en économie de l'énergie électrique de l'Université Laval.

La consommation du gaz naturel, par exemple, devrait ainsi progresser de façon importante d'ici 10 ans en sol québécois. Et la raison est fort simple : le Québec exploiterait déjà la majeure partie de son potentiel hydroélectrique et les projets rentables à venir seront peu nombreux pour assurer une prospérité à long terme.

"Les projets de grands barrages qui restent dans les cartons d'Hydro auront toutes les misères à venir concurrencer ceux issus des filières gazière ou encore éolienne", prédit le professeur Bernard.

Pour évaluer un projet hydroélectrique, Hydro-Québec compare maintenant son coût au prix futur du gaz naturel. Or, les prix à la hausse pourraient baisser, grâce à l'importation de gaz naturel liquéfié (GNL). Cela pourrait alors réduire la "marge de manoeuvre" de la société d'État, prévient M. Bernard.

Autrement dit, les Québécois n'ont pas fini d'entendre parler de projets privés comme celui de TransCanada Energy (TCE), qui exploitera une centrale thermique de type cogénération de 507 mégawatts (MW) à Bécancour. Hydro s'attend à payer en moyenne 6,1 cents du kilowattheure à TransCanada, et ce pour une durée de 20 ans.

À titre d'exemple, le complexe de la rivière Grande-Baleine, situé dans le Nord québécois, produirait de l'électricité à environ 15 cents du kilowattheure (kWh), soit plus du double du coût d'un projet au gaz naturel. "Il y a une réalité économique qui ne pourra être ignorée encore très longtemps", précise M. Bernard.

Dans le même journal, deux jour plus tôt...

Jean-Thomas Bernard

Professeur d'économie, Université Laval

"Il faut se rappeler qu'aux États-Unis dans les quatre ou cinq dernières années, on a construit l'équivalent d'à peu près quatre Hydro, à peu près 180 000 mégawatts au gaz naturel. C'est à peu près 98 % de la nouvelle capacité qui s'est installée. C'est une des raisons pour lesquelles le prix du gaz a sauté dans les dernières années. C'est la base de comparaison. Ici, au Québec, on a d'autres possibilités également, l'éolien. Je pense qu'on est en train de sortir de l'hydroélectricité. C'est peut-être un peu difficile pour les Québécois d'admettre que les développements à l'avenir ne seront pas hydroélectriques, mais ça va être autre chose. En termes de coûts, on est rendu là. C'est pas pour rien que, depuis 10 ans, on n'a pas développé. Si on avait eu des projets à 2 ou 3 ¢ du kWh, ils auraient été développés. (...)

"Pour ce qui est de la relation entre le prix et le coût, ce n'est pas pour être masochiste qu'il est question d'augmenter les prix. Y a personne qui aime ça payer des prix élevés. Ce n'est pas la motivation. On veut que le coût soit reflété dans le prix. Il n'y a personne, même les forestières, qui font de l'argent à vendre en bas de leurs coûts. Comme société non plus. Alors quand on est rendu présentement à considérer les projets d'Hydro qui coûtent 5 à 7 ¢ et même plus, des projets au gaz qui coûtent à peu près ça, 5 à 6,5 ¢, des projets éoliens comme on en a eu à 8,7 ¢... Mais, aux clients, on est en train de vendre ça à peu près à 3 ¢. Comme société, on est en train de s'appauvrir parce que ça coûte 7 ¢ et qu'on vend ça 3 ¢. On est en train de s'appauvrir."

Le 27 nov 2004, Le Soleil...

N'en déplaise aux ardents défenseurs de l'hydroélectricité, la filière gazière est appelée à prendre de l'expansion au cours des prochaines années au Québec.

"Ça ne peut plus durer. Un débat de société s'impose, parce qu'il y a des choix importants à faire", lance Jean-Thomas Bernard, professeur titulaire de la Chaire en économie de l'énergie électrique de l'Université Laval.

À l'aube de la commission parlementaire sur l'avenir énergétique du Québec, qui débute mercredi, les mots sont lâchés.

À l'instar des plus grands spécialistes de la question énergétique, le professeur Bernard est convaincu que la consommation du gaz naturel progressera de façon significative d'ici 10 ans.

Pourquoi ? Selon lui, le Québec exploite déjà la majeure partie de son potentiel hydroélectrique et les projets rentables à venir seront peu nombreux pour assurer une prospérité à long terme. "Les projets hydroélectriques qui restent dans les cartons d'Hydro auront toutes les misères à venir concurrencer ceux issus de la filière gazière", signale-t-il.

Le Soleil, 2 déc 2003

Pour Francoeur, journaliste au Devoir, Hydro-Québec ne fait pas preuve d'imagination dans sa recherche des façons d'accroître ses productions d'énergie. Il s'est montré un farouche partisan de l'utilisation de l'énergie éolienne, de l'efficacité énergétique et, à plus long terme, de la production d'hydrogène. Il a constaté que l'Allemagne s'est résolument branchée sur l'énergie éolienne et que ses 12 000 éoliennes produisent quelque 35 000 mégawatts d'électricité, l'équivalent de ce que produit Hydro-Québec avec ses barrages électriques.

Au professeur Jean-Thomas Bernard, de l'Université Laval, qui a soumis aussi l'idée d'utiliser le gaz naturel, le chroniqueur en environnement du Devoir a répliqué que "l'avenir n'était pas dans le gaz dont le potentiel s'éteint."

"On est à la fin du développement hydroélectrique du Québec, croit M. Bernard. Ailleurs, c'est le gaz naturel que l'on développe."

Mais pour le représentant d'Hydro-Québec, il faut poursuivre dans la voie entreprise. "En 2006, prévient-il, la demande dépassera l'offre."